

tenue sous la présidence de Monsieur GRIMAUD, assisté(e)
de Madame LEQUEUX et Madame MEREAU, Conseillères
En présence de Madame LUCAS, Rapporteure publique
Madame LATIF, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2205429	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision de notification indemnitaire RIFSEEP au titre de l'année 2021 qui fixe le montant de l'IFSE à 18 250,13 euros et le Complément Indemnitaire annuel (CIA) à 420 euros, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux du 17 mai 2022.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur L	Monsieur L
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORET, DE LA MER	
02)	DOSSIER N° 2402568	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE - Demande la condamnation de l'Etat à verser à Mme A la somme de 40 000 € au titre des préjudices subis du fait de la carence fautive de l'Etat dans son obligation de relogement de la requérante.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame A	Maître SELARL SYLVAIN LASPALLE Sylvain (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
03)	DOSSIER N° 2403318	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE - Demande la condamnation de l'Etat à verser à Mme R la somme de 20 000 € au titre des préjudices subis du fait de la carence fautive de l'Etat dans son obligation de relogement de la requérante.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame R	Maître DURAND Clémence (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 2406318	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE - Demande la condamnation de l'Etat à verser à M. Y la somme de 18 120 € au titre des préjudices subis du fait de la carence fautive de l'Etat dans son obligation de relogement du requérant.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur Y	DIALEKTIK AVOCATS AARPI (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
05)	DOSSIER N° 2406654	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE - Demande la condamnation de l'Etat à verser à Mme M la somme de 5 000 € au titre des préjudices subis du fait de la carence fautive de l'Etat dans son obligation de relogement de la requérante.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame M	Maître BABEY Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
06)	DOSSIER N° 2500554	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	PHASE JURIDICTIONNELLE - EXECUTION DE JUGEMENT N°2100550 du 09/04/24. Enjoindre à l'administration de réexaminer la demande de Mme P sous astreinte de 150 euros par jour de retard.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame P	AARPI CARBONE AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	

09 heures 30

07)	DOSSIER N° 2500897	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	PHASE JURIDICTIONNELLE - EXECUTION DE JUGEMENT N°2104113 du 09/04/24 - Demande la régularisation administrative suite à son intégration au sein de la PJJ, le positionnement à l'échelon 8 avec la rémunération correspondante et l'annulation du trop-perçu sur rémunération d'un montant de 1 701,02 euros brut.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur B	Monsieur B
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
08)	DOSSIER N° 2106128	RAPPORTEURE: Madame Marine MEREAU
Titre de l'affaire	Demande d'annulation , d'une part, de l'arrêté du 27 avril 2021 par lequel le maire de la commune de Blagnac a délivré à la SCI DAS NEST le permis n° PC03106921C0009 pour construire une maison d'habitation sur un terrain cadastré AI 0171, situé 10 rue Prosper Mérimée, et d'autre part, de l'arrêté du 26 août 2021 accordant le permis de construire modificatif sollicité.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame Z	Maître LAPUELLE Clémence (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE BLAGNAC SCI DAS NEST	SCP VPNG AVOCATS ASSOCIES
09)	DOSSIER N° 2303810	RAPPORTEURE: Madame Marine MEREAU
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision prise le 4 octobre 2022 par laquelle l'OFII a notifié à Mme A une sortie d'un lieu d'hébergement pour demandeur d'asile .	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame A	DIALEKTIK AVOCATS AARPI (Cour)
Défendeur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	

Arrêté le 09/01/2026